ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 15 ΙΟΥΝΙΟΥ 1974	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 164

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 420

Περὶ κυρώσεως τῶν ἐν Ρώμῃ ὑπογραφέντων, τὴν 7ην Σεπτεμβρίου 1967, α) Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Βελγίου, τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἰταλίας, τοῦ Λουξεμβούργου καὶ τῶν Κάτω Χωρῶν, περὶ τῆς ἀμοιβαίας συνδρομῆς μεταξὺ τῶν ἀντιστοίχων Τελωνειακῶν Διοικήσεων, β) Προσθέτου ἐπ' αὐτῆς Πρωτοκόλλου καὶ γ) Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν ὡς ἄνω Σύμβασιν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦνται καὶ κτῶνται ἰσχὺν νόμου αἱ ἀκόλουθοι διεθνεῖς Πράξεις, ὑπογραφεῖσαι ἐν Ρώμῃ τὴν 7ην Σεπτεμβρίου 1967, μεταξὺ τοῦ Βελγίου, τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἰταλίας, τοῦ Λουξεμβούργου καὶ τῶν Κάτω Χωρῶν :

α) ἡ Σύμβασις περὶ τῆς ἀμοιβαίας συνδρομῆς μεταξὺ τῶν ἀντιστοίχων τελωνειακῶν Διοικήσεων.

β) Τὸ πρόσθετον ἐπ' αὐτῆς Πρωτόκολλον.

γ) Τὸ Πρωτόκολλον προσχωρήσεως τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν ὡς ἄνω Σύμβασιν.

Τὸ κείμενον τῶν Πράξεων τούτων, ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καί, ἐν μεταφράσει, εἰς τὴν ἑλληνικήν, ἔχει ὡς ἕπεται :

CONVENTION

Entre la Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, pour l'assistance mutuelle entre les Administrations Douanières respectives.

Les Gouvernements des Etats membres de la Communauté Economique Européenne,

— Considérant que les infractions aux lois douanières portent préjudice aux intérêts économiques et fiscaux de leurs pays respectifs, aussi bien qu'aux intérêts légitimes du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, et qu'elles compromettent les buts des Traités instituant les Communautés Européennes,

— Considérant qu'il importe, pour garantir l'application uniforme des régimes tarifaires prévus par ces Traités, d'assurer l'exacte perception des droits de douane,

— Convaincus que la lutte contre les infractions aux lois douanières et la recherche d'une plus grande exactitude dans l'application des droits de douane seraient rendues plus efficaces par la coopération entre les Administrations douanières,

— Soucieux d'assurer le développement et le fonctionnement de l'union douanière entre les Etats Contractants par une collaboration étroite des Administrations douanières,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

1. Les Etats Contractants se prêtent mutuellement assistance, par l'intermédiaire de leurs Administrations douanières et dans les conditions exposées ci-après, en vue d'assurer l'exacte perception des droits de douane et autres taxes à l'importation et à l'exportation et de prévenir, rechercher et réprimer les infractions aux lois douanières.

2. Toutefois, si dans un Etat Contractant la compétence pour l'exécution de certaines dispositions visées par la présente Convention appartient à une autorité autre que l'Administration douanière, cette autorité est considérée comme Administration douanière aux fins de la Convention. A cet effet, les Etats Contractants se communiquent les informations utiles.

Article 2

Aux fins de la présente Convention, on entend par lois douanières les dispositions légales et réglementaires relatives à l'importation, à l'exportation et au transit, qu'elles concernent soit les droits de douane ou toutes autres taxes, soit les mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle. L'expression «droits de douane» couvre également les prélèvements créés en application du Traité instituant la Communauté Economique Européenne.

Article 3

Les Administrations douanières des Etats Contractants s'efforcent d'harmoniser les attributions et les heures d'ouverture des bureaux de douane situés à leurs frontières communes.

Article 4

1. Les Administrations douanières des Etats Contractants se communiquent, sur demande, tous les renseignements susceptibles d'assurer l'exacte perception des droits de douane et autres taxes à l'importation

et à l'exportation, et plus particulièrement ceux qui sont de nature à faciliter la détermination de la valeur en douane et de l'espèce tarifaire des marchandises.

2. Lorsque l'Administration requise ne dispose pas des renseignements demandés, elle fait procéder à des enquêtes dans le cadre des dispositions légales et réglementaires applicables dans son pays en matière de perception des droits de douane et autres taxes à l'importation et à l'exportation.

Article 5

Les Administrations douanières des Etats Contractants échangent des listes de marchandises connues comme faisant l'objet, à l'importation, à l'exportation ou en transit, d'un trafic effectué en infraction aux lois douanières.

Article 6

L'Administration douanière de chaque Etat Contractant exerce, spontanément ou sur demande et dans toute la mesure du possible, une surveillance spéciale dans la zone d'action de son service:

a) sur les déplacements et plus particulièrement sur l'entrée et la sortie de son territoire, des personnes soupçonnées de commettre professionnellement ou habituellement des infractions aux lois douanières d'un autre Etat Contractant;

b) sur les lieux où des dépôts anormaux de marchandises sont constitués, laissant supposer que ces dépôts n'ont d'autre but que d'alimenter un trafic en infranction aux lois dounières d'un autre Etat Contractant;

c) sur les mouvements de marchandises signalées par un autre Etat Contractant comme faisant l'objet d'un important trafic à destination de cet Etat en infraction à ces lois douanières;

d) sur les véhicules, embarcations ou aéronefs, soupçonnés d'être utilisés pour commettre des infractions aux lois douanières d'un autre Etat Contractant.

Article 7

Les Administrations douanières des Etats Contractants se fournissent mutuellement, sur demande, tout certificat constatant que des marchandises exportées de l'un des Etats Contractants vers un autre Etat Contractant ont été régulièrement introduites dans le territoire de ce dernier Etat et précisant, éventuellement, le régime douanier sous lequel ces marchandises ont été placées.

Article 8

L'Administration douanière de chaque Etat Contractant communique à l'Administration douanière d'un autre Etat Contractant, spontanément ou sur demande, sous forme de rapports, procès-verbaux ou copies certifiées conformes de documents, tous renseignements dont elle dispose au sujet d'opérations constatées ou projetées, constituant ou paraissant constituer une infraction aux lois douanières de ce dernier Etat.

Article 9

L'Administration douanière de chaque Etat Contractant communique aux Administrations douanières des autres Etats Contractants tous renseignements susceptibles de leurs être utiles, se rapportant aux infractions aux lois douanières et notamment à de nouveaux moyens ou méthodes employés pour les commettre; elle leur transmet des copies ou des extraits des rapports élaborés par ses services de recherches et relatifs aux procédés particuliers utilisés.

Article 10

Les Administrations douanières des Etats Contractants prennent des dispositions pour que leurs services de recherches soient en relations directes en vue de faciliter, par l'échange de renseignements, la prévention, la recherche et la répression des infractions aux lois douanières de leurs pays respectifs.

Article 11

Les fonctionnaires dûment autorisés de l'Administration douanière de l'un des Etats Contractants peuvent avec l'accord de l'Administration douanière d'un autre Etat Contractant et aux fins de la présente Convention, recueillir dans les bureaux de cette dernière Administration tous renseignements ressortant des écritures, registres et autres documents détenus par ces bureaux pour l'application des lois douanières. Ces fonctionnaires sont autorisés à prendre copie de ces éctitures, registres et autres documents.

Article 12

Sur demande des tribunaux ou autorités d'un Etat Contractant, saisis d'infractions aux lois douanières, les Administrations douanières des autres Etats Contractants peuvent autoriser leurs agents à comparaître comme témoins ou experts devant lesdits tribunaux ou autorités. Ces agents déposent, dans les limites fixées par l'autorisation, sur les constatations faites par eux au cours de l'exercice de leurs fonctions. La demande de comparution doit préciser notamment dans quelle affaire et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

Article 13

1. Sur demande de l'Administration douanière d'un Etat Contractant, celle de l'Etat requis fait procéder à toutes enquêtes officielles notamment à l'audition des personnes recherchées du chef d'infraction aux lois douanières, ainsi que de témoins ou d'experts. Elle communique les résultats de ces enquêtes à l'Administration requérante.

2. Il est procédé à ces enquêtes dans le cadre des lois et règlements applicables dans l'Etat requis.

Article 14

Les agents de l'Administration douanière d'un Etat Contractant compétents pour la recherche des infractions aux lois douanières peuvent, sur le territoire d'un autre Etat Contractant, avec l'accord des agents compétents de l'Administration douanière de cet Etat, assister aux opérations à effectuer par ces derniers en vue de la recherche et de la constatation de pareilles infractions lorsque celles-ci intéressent la première Administration.

Article 15

Les Administrations douanières des Etats Contractants peuvent faire état, à titre de preuve, tant dans leurs procés-verbaux, rapports et témoignages qu'au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux des renseignements recueillis et des documents consultés dans les conditions prévues par la présente Convention. La force probante de ces renseignements et documents, ainsi que l'usage qui en est fait en justice, dépendent du droit national.

Article 16

Quand, dans les cas prévus par la présente Convention, les agents de l'Administration douanière d'un Etat Contractant se trouvent sur le territoire d'un autre Etat Contractant, ils doivent être en mesure de justifier à tout moment de leur qualité officielle. Ils jouissent sur ce territoire de la protection garantie aux agents de l'Administration douanière de cet Etat par les lois et règlements nationaux. Ils sont assimilés à ces derniers agents en ce qui concerne les conséquences pénales des infractions dont ils seraient l'objet et de celles qu'ils commettraient.

Article 17

Sur demande de l'Administration douanière d'un Etat Contractant, celle de l'Etat requis notifie aux intéressés ou leur fait notifier par les autorités com pétentes, en observant les règles en vigueur dans cet Etat, tous actes ou décisions émanant des autorités administratives et concernant l'application des lois douanières.

Article 18

Les Etats Contractants renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour la restitution des frais résultant de l'application de la présente Convention, sauf en ce qui conerne les indemnités versées aux experts.

Article 19

1. Les Administrations douanières des Etats Contractants ne sont pas tenues d'accorder l'assistance prévue par la présente Convention dans le cas où cette assistance est susceptible de porter préjudice à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de leur Etat.

2. Tout refus d'assistance doit être motivé.

Article 20

1. Les renseignements, communications et documents obtenus ne peuvent être utilisés qu'aux fins de la présente Convention. Ils ne peuvent être communiqués à des personnes autres que celles qui sont appelées à les utiliser à ces fins que si l'autorité qui les a fournis y a expressément consenti et pour autant que la législation propre à l'autorité qui les a reçus ne s'oppose pas à cette communication.

2. Les demandes, renseignements, rapports d'expertise et autres communications dont l'Administration douanière d'un Etat contractant dispose, en application de la présente convention bénéficient de la protection accordée par la loi nationale de cet Etat pour les documents ou renseignements de même nature.

Article 21

Aucune demande d'assistance ne peut être formulée si l'Administration douanière de l'Etat requérant n'est pas en mesure, dans le cas inverse, de fournir l'assistance demandée.

Article 22

L'assistance prévue par la présente Convention s'effectue ditctement entre les Administrations douanières des Etats Contractants. Ces Administrations fixent de concert les modalités pratiques d'application.

Article 23

1. Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application de l'assistance mutuelle plus étendue que certains Etats Contractants s'accordent ou s'accorderaient en vertu d'accords ou arrangements.

2. La présente Convention ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats Contractants.

Article 24

1. La présente Convention sera ratifiée ou approuvée et les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne, qui notifiera ce dêpôt à tous les Etats signataires.

2. Elle entrera en vigueur, à l'égard des Etats Contractants ayant déposé les instruments de ratification ou d'approbation, le premier jour du troisième mois qui suivra le dépôt du deuxième instrument de ratification ou d'approbation.

3. Elle entrera en vigueur, à l'égard de tout Etat qui la ratifiera ou l'approuvera ultérieurement, le premier jour du troisième mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'approbation.

Article 25

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée.

2. Tout Etat Contractant pourra la dénoncer, à tout moment, trois ans après qu'elle sera entrée en vigueur à l'égard dudit Etat, en adressant une notification au Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne, qui notifiera la dénonciation aux autres Etats Contractants.

3. La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réception de sa notification par le Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne.

La présente Convention, rédigée en un exemplaire unique, en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatres textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du Gouvernement de la République Italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Rome, le 7 septembre 1967.

Pour le Gouvernement Belge: F. STANDAERT

Fur die Regierung der Bundesrepublik Deutschland: HANS HERWARTH

Pour le Gouvernement Français: E. BURIN DES ROZIERS

Per il Governo Italiano: G. LUPIS

Pour le Gouvernement Luxembourgeois: PIERRE MAJERUS

Vor de Nederlandse Regering: H. VAN VREDENBURCH

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre la Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, pour l'assistance mutuelle entre les Administrations douanières respectives, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration concordante suivante, qui forme partie intégrante de la Convention même:

1. Les dispositions de la présente Convention n'imposent pas aux Administrations douanières l'obligation de fournir des renseignements provenant de banques ou d'institutions y assimilées.

2. L'Administration douanière d'un Etat Contractant pourra refuser de communiquer des renseignements dont la production, selon l'avis de cet Etat, impliquerait la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel. Tout refus d'assistance doit être motivé et, si l'Etat requérant le désire, faire l'objet d'une discussion verbale entre les Administrations respectives.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à Rome, le 7 septembre 1967.

Pour le Gouvernement Belge: F. STANDAERT

Fur die Regierung der Bundesrepublik Deutschland: HANS HERWARTH

Pour le Gouvernement Français: E. BURIN DES ROZIERS

Per il Governo Italiano: G. LUPIS

Pour le Gouvernement Luxembourgeois: PIERRE MAJERUS

Voor de Nederlandse Regering: H. VAN VREDENBURCH

PROTOCOLE

Pour l'adhésion de la Grèce à la Convention pour l'asstance mutuelle douanière conclue entre les Etats membres de la Communauté Economique Européenne.

Les Gouvernements des Etats membres de la Communauté Economique Européenne,

— Vu l'Accord d'association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce, signé à Athènes le 9 juillet 1961,

— Considérant que cette association comporte notamment la création d'une union douanière entre les Parties Contractantes.

— Vu la Convention pour l'assistance mutuelle entre les Administrations douanières respectives, signée à Rome le 7 septembre 1967,

— Convaincus que l'adhésion de la Grèce à la Convention ci-dessus indiquée peut effectivement contribuer à la réalisation et au fonctionnement de ladite union douanière,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

La Grèce pourra adhérer à la Convention conclue entre la Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'assistance mutuelle entre les Administrations douanières respectives, signée à Rome le 7 septembre 1967 (dénommée ci-après «Convention»).

Article 2

L'instrument d'adhésion de la part de la Grèce sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne, qui notifiera ce dépôt aux autres Etats signataires de la Convention.

L'adhésion de la Grèce prendra effet à partir du premier jour du troisième mois qui suivra celui du dépôt de l'instrument correspondant si la Convention est entrée en vigueur à cette date; dans le cas contraire, elle prendra effet à l'entrée en vigueur de la Convention.

L'adhésion sera valable à l'égard des Etats pour lesquels la Convention sera entrée en vigueur selon les dispositions de l'article 24 de la Convention elle-même.

Article 3

Le présent Protocole sera ratifié ou approuvé et les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de la République Italienne qui notifiera ce dépôt aux autres Etats signataires.

Il entrera en vigueur pour chaque Etat Contractant, le jour du dépôt de son propre instrument de ratification ou d'approbation.

Le présent Protocole, rédigé en un exemplaire unique, en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatres textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Italienne, qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à Rome, le 7 septembre 1967.

Pour le Gouvernement Belge: F. STANDAERT

Fur die Regierung der Bundesrepublik Deutschland: HANS HERWARTH

Pour le Gouvernement Français: E. BURIN DES ROZIERS

Per il Governo Italiano: G. LUPIS

Pour le Gouvernement Luxembourgeois: PIERRE MAJERUS

Voor de Nederlandse Regering: H. VAN VREDENBURCH

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξὺ τοῦ Βελγίου, τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἰταλίας, τοῦ Λουξεμβούργου καὶ τῶν Κάτω Χωρῶν, διὰ τὴν ἀμοιβαίαν συνδρομὴν μεταξὺ τῶν ἀντιστοίχων τελωνειακῶν Διοικήσεων.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν Κρατῶν – μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος.

Λαβοῦσαι ὑπ' ὄψιν, ὅτι αἱ παραβάσεις τῶν τελωνειακῶν νόμων ἐπιφέρουν ζημίαν εἰς τὰ οἰκονομικὰ καὶ δημοσιονομικὰ συμφέροντα τῶν ἀντιστοίχων Χωρῶν αὐτῶν, ὡς καὶ εἰς τὰ νόμιμα συμφέροντα τοῦ ἐμπορίου, τῆς βιομηχανίας καὶ τῆς γεωργίας καὶ ὅτι αὗται διακυβεύουν τοὺς σκοποὺς τῶν Συνθηκῶν τῶν συνιστωσῶν τὰς Εὐρωπαϊκὰς Κοινότητας.

Λαβοῦσαι ὑπ' ὄψιν, ὅτι ἐνδιαφέρει διὰ τὴν διασφάλισιν τῆς ὁμοιομόρφου ἐφαρμογῆς τῶν ὑπὸ τῶν Συνθηκῶν τούτων προβλεπομένων δασμολογικῶν καθεστώτων ἡ ἐξασφάλισις τῆς ἀκριβοῦς εἰσπράξεως τῶν τελωνειακῶν δασμῶν.

Πεπεισμέναι, ὅτι ὁ ἀγὼν κατὰ τῶν παραβάσεων τῶν τελωνειακῶν νόμων καὶ ἡ ἐπιδίωξις μιᾶς μεγαλυτέρας ἀκριβείας ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῶν τελωνειακῶν δασμῶν θὰ καθίσταντο περισσότερον ἀποτελεσματικοί, διὰ τῆς συμπράξεως μεταξὺ τῶν τελωνειακῶν Διοικήσεων.

Ἐπιθυμοῦσαι τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἀναπτύξεως καὶ τῆς λειτουργίας τῆς τελωνειακῆς ἑνώσεως μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, διὰ στενῆς συνεργασίας τῶν τελωνειακῶν Διοικήσεων.

Συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη παρέχουν πρὸς ἄλληλα ἀμοιβαίως συνδρομήν, μέσῳ τῶν τελωνειακῶν αὐτῶν Διοικήσεων καὶ ὑπὸ τοὺς κατωτέρω ἐκτιθεμένους ὅρους, διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἀκριβοῦς εἰσπράξεως τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ λοιπῶν φόρων κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν καὶ τὴν ἐξαγωγήν, ὡς καὶ διὰ τὴν πρόληψιν, τὴν ἀναζήτησιν καὶ τὴν καταστολὴν τῶν παραβάσεων τῶν τελωνειακῶν νόμων.

2. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἐὰν εἷς ἓν Συμβαλλόμενον Κράτος ἡ ἁρμοδιότης διὰ τὴν ἐκτέλεσιν ὡρισμένων, ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένων, διατάξεων ἀνήκει εἰς διάφορον, τῆς τελωνειακῆς Διοικήσεως, Ἀρχήν, αὕτη θεωρεῖται ὡς τελωνειακὴ Διοίκησις διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς Συμβάσεως. Ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, τὰ συμβαλλόμενα Κράτη κοινοποιοῦν πρὸς ἄλληλα τὰς χρησίμους πληροφορίας.

Ἄρθρον 2.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, νοοῦνται, ὡς τελωνειακοὶ νόμοι, αἱ διατάξεις νόμων καὶ κανονισμῶν, αἱ σχετικαὶ πρὸς τὴν εἰσαγωγήν, τὴν ἐξαγωγὴν καὶ τὴν διαμετακόμισιν, αἱ ὁποῖαι ἀφοροῦν, εἴτε εἰς τοὺς τελωνειακοὺς δασμούς, εἴτε εἰς ἕτερα δικαιώματα, εἴτε εἰς τὰ μέτρα ἀπαγορεύσεως, περιορισμοῦ ἢ ἐλέγχου. Ἡ διατύπωσις «τελωνειακοί δασμοί» καλύπτει, ὡσαύτως, καὶ τὰς θεσπισθείσας εἰσφοράς, κατ' ἐφαρμογὴν τῆς Συνθήκης τῆς συνιστώσης τὴν Εὐρωπαϊκὴν Οἰκονομικὴν Κοινότητα

Ἄρθρον 3.

Αἱ τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν καταβάλουν προσπαθείας διὰ τὴν ἐναρμόνισιν τῶν ἐργασιῶν καὶ τῶν ὡρῶν λειτουργίας τῶν Τελωνειακῶν Γραφείων, τῶν κειμένων εἰς τὰ κοινά αὐτῶν σύνορα.

Ἄρθρον 4.

1. Αἱ τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν κοινοποιοῦν πρὸς ἀλλήλας, κατόπιν αἰτήσεως, ἁπάσας τὰς πληροφορίας, τὰς δυναμένας νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν ἀκριβῆ εἴσπραξιν τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ λοιπῶν φόρων κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν καὶ τὴν ἐξαγωγήν, καί, εἰδικώτερον, ἐκείνας, αἵτινες διευκολύνουν τὸν προσδιορισμὸν τῆς δασμολογητέας ἀξίας καὶ τοῦ δασμολογικοῦ χαρακτηρισμοῦ τῶν ἐμπορευμάτων.

2. Ὁσάκις ἡ πρὸς ἣν ἡ αἴτησις Διοίκησις δὲν διαθέτει τὰς αἰτηθείσας πληροφορίας, προβαίνει αὕτη εἰς ἐρεύνας ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἐφαρμοστέων ἐν τῇ Χώρᾳ αὐτῆς διατάξεων νόμων καὶ κανονισμῶν, ἐν σχέσει πρὸς τὴν εἴσπραξιν τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ λοιπῶν φόρων κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγήν.

Ἄρθρον 5.

Αἱ τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἀνταλλάσσουν πίνακας ἐμπορευμάτων, γνωστῶν ὡς ἀποτελούντων, κατὰ τὴν εἰσαγωγήν, τὴν ἐξαγωγὴν ἢ τὴν διαμετακόμισιν, ἀντικείμενον διακινήσεως, κατὰ παράβασιν τῶν τελωνειακῶν νόμων.

Ἄρθρον 6.

Ἡ τελωνειακὴ Διοίκησις ἑκάστου Συμβαλλομένου Κράτους ἀσκεῖ, οἱκοθεν ἢ κατόπιν αἰτήσεως καὶ καθ' ὅλον τὸ μέτρον τοῦ δυνατοῦ, εἰδικὴν ἐπιτήρησιν ἐντὸς τῆς ζώνης δράσεως αὐτῆς :

α) ἐπὶ τῶν μετακινήσεων καί, εἰδικώτερον, ἐπὶ τῆς εἰσόδου καὶ τῆς ἐξόδου ἐκ τοῦ ἐδάφους αὐτῆς, προσώπων, καθ' ὧν ὑφίστανται ὑπόνοιαι, ὅτι καταδολιεύουν, κατ' ἐπάγγελμα ἢ κατὰ συνήθειαν, τοὺς τελωνειακοὺς νόμους ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους.

β) ἐπὶ τῶν χώρων, ἔνθα ἐνεργοῦνται ἀσυνήθεις ἀποθηκεύσεις ἐμπορευμάτων, καταλείπουσαι τὴν ὑπόνοιαν, ὅτι οἱ χῶροι οὗτοι δὲν ἔχουν ἕτερον σκοπόν,, εἰ μὴ νὰ ὑποθάλψουν συναλλαγήν, κατὰ παράβασιν τῶν τελωνειακῶν νόμων ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους.

γ) ἐπὶ τῶν διακινήσεων ἐμπορευμάτων, ἐπισημανθέντων ὑπὸ ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, ὡς ἀποτελούντων ἀντικείμενον σημαντικῆς συναλλαγῆς εἰς τὴν περιοχὴν τοῦ Κράτους τούτου, κατὰ παράβασιν τῶν τελωνειακῶν αὐτοῦ νόμων·

δ) ἐπὶ τῶν αὐτοκινήτων, πλωτῶν μέσων ἢ ἀεροσκαφῶν, περὶ ὧν ὑφίστανται ὑπόνοιαι, ὅτι χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν καταδολίευσιν τῶν τελωνειακῶν νόμων ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους.

Ἄρθρον 7.

Αἱ τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν ἐφοδιάζονται ἀμοιβαίως, κατόπιν αἰτήσεως, διὰ παντὸς πιστοποιητικοῦ βεβαιοῦντος, ὅτι τὰ ἐμπορεύματα, τὰ ἐξαχθέντα ἐξ ἑνὸς Συμβαλλομένου Κράτους εἰς ἕν ἕτερον Συμβαλλόμενον Κράτος, εἰσήχθησαν κανονικῶς εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ τελευταίου τούτου Κράτους καὶ καθορίζοντος, ἐνδεχομένως, τὸ τελωνειακὸν καθεστώς, ὑπὸ τὸ ὁποῖον ὑπήχθησαν τὰ ἐμπορεύματα ταῦτα.

Ἄρθρον 8.

Ἡ τελωνειακὴ Διοίκησις ἑκάστου Συμβαλλομένου Κράτους ἀνακοινοῖ εἰς τὴν τελωνειακὴν Διοίκησιν ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, οἱκοθεν ἢ κατόπιν αἰτήσεως, ὑπὸ τύπον ἐκθέσεων, πρακτικῶν ἢ κεκυρωμένων ἀντιγράφων ἐγγράφων, πᾶσαν πληροφορίαν, τὴν ὁποίαν αὕτη διαθέτει ἐπὶ διαπιστουμένων ἢ σχεδιαζομένων ἐνεργειῶν, αἵτινες συνιστοῦν ἢ φαίνεται ὅτι συνιστοῦν παράβασιν τῶν τελωνειακῶν νόμων τοῦ τελευταίου τούτου Κράτους.

Ἄρθρον 9.

Ἡ τελωνειακὴ Διοίκησις ἑκάστου Συμβαλλομένου Κράτους κοινοποιεῖ εἰς τὰς τελωνειακὰς Διοικήσεις τῶν ἄλλων Συμβαλλομένων Κρατῶν πᾶσαν πληροφορίαν, δυναμένην νὰ εἶναι χρήσιμος εἰς ταύτας, ἀναφερομένην εἰς παραβάσεις τῶν τελωνειακῶν νόμων καὶ ἰδίως εἰς νέας μεθόδους ἢ μέσα χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν διάπραξιν τῶν παραβάσεων τούτων· αὕτη διαβιβάζει εἰς ταύτας ἀντίγραφα ἢ ἀποσπάσματα ἐκθέσεων, καταρτισθεισῶν ὑπὸ τῶν ὑπηρεσιῶν ἐρευνῶν αὐτῆς, σχετικῶν πρὸς τὰς χρησιμοποιουμένας ἰδιαιτέρας μεθόδους.

Ἄρθρον 10.

Αἱ τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν λαμβάνουν μέτρα ἐπὶ σκοπῷ ὅπως αἱ ὑπηρεσίαι ἐρευνῶν αὐτῶν εὑρίσκωνται εἰς ἄμεσον ἐπαφήν, προκειμένου νὰ διευκολύνουν, διὰ τῆς ἀνταλλαγῆς πληροφοριῶν, τὴν πρόληψιν, τὴν ἀναζήτησιν καὶ τὴν καταστολὴν τῶν παραβάσεων τῶν τελωνειακῶν νόμων τῶν ἀντιστοίχων αὐτῶν Χωρῶν.

Ἄρθρον 11.

Οἱ δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπάλληλοι τῆς τελωνειακῆς Διοικήσεως ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν, δύνανται, τῇ συγκαταθέσει τῆς τελωνειακῆς Διοικήσεως ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους καὶ διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, νὰ συλλέγουν ἐν τοῖς Γραφείοις τῆς τελευταίας ταύτης Διοικήσεως πᾶσαν πληροφορίαν, προκύπτουσαν ἐξ ἐγγράφων, βιβλίων καὶ λοιπῶν στοιχείων, κατεχομένων ὑπὸ τῶν Γραφείων τούτων, πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν τελωνειακῶν νόμων. Οἱ ὑπάλληλοι οὗτοι εἶναι ἐξουσιοδοτημένοι νὰ λαμβάνουν ἀντίγραφα τῶν ἐγγράφων τούτων, βιβλίων καὶ λοιπῶν στοιχείων.

Ἄρθρον 12.

Τῇ αἰτήσει τῶν Δικαστηρίων ἢ τῶν Ἀρχῶν ἑνὸς Συμβαλλομένου Κράτους, τὰ ὁποῖα ἐπελήφθησαν παραβάσεων τελωνειακῶν νόμων, αἱ τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν ἄλλων Συμβαλλομένων Κρατῶν δύνανται νὰ ἐξουσιοδοτοῦν τοὺς ὑπαλλήλους, αὐτῶν, ὅπως παρίστανται ὡς μάρτυρες ἢ πραγματογνώμονες ἐνώπιον τῶν εἰρημένων Δικαστηρίων ἢ Ἀρχῶν. Οἱ ὑπάλληλοι οὗτοι καταθέτουν ἐντὸς τῶν, διὰ τῆς πληρεξουσιότητος, καθοριζομένων ὁρίων, ἐπὶ τῶν ὑπ' αὐτῶν γενομένων διαπιστώσεων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἀσκήσεως τῶν καθηκόντων των. Ἡ περὶ παραστάσεως αἴτησις δέον νὰ καθορίζῃ ἰδίᾳ ἐπὶ ποίας ὑποθέσεως καὶ ὑπὸ ποίαν ἰδιότητα θὰ ἐξετασθῇ ὁ ὑπάλληλος.

Ἄρθρον 13.

1. Τῇ αἰτήσει τῆς τελωνειακῆς Διοικήσεως ἑνὸς Συμβαλλομένου Κράτους, ἡ τελωνειακὴ Διοίκησις τοῦ Κράτους, πρὸς ὃ ἡ αἴτησις, ἐνεργεῖ διὰ πᾶσαν ἐπίσημον ἔρευναν, κυρίως διὰ τὴν ἐξέτασιν προσώπων καταζητουμένων λόγῳ παραβάσεως τῶν τελωνειακῶν νόμων, ὡς καὶ μαρτύρων ἢ πραγματογνωμόνων. Ἀνακοινοῖ δὲ αὕτη τὰ ἀποτελέσματα τῶν ἐρευνῶν τούτων εἰς τὴν αἰτοῦσαν τελωνειακὴν Διοίκησιν.

2. Αἱ ἔρευναι αὗται διενεργοῦνται ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν, τῶν ἐφαρμοστέων ἐντὸς τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Κράτους.

Ἄρθρον 14.

Οἱ ἁρμόδιοι διὰ τὴν ἔρευναν τῶν παραβάσεων τῶν τελωνειακῶν νόμων ὑπάλληλοι τῆς τελωνειακῆς Διοικήσεως ἑνὸς Συμβαλλομένου Κράτους δύνανται, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, τῇ συγκαταθέσει τῶν ἁρμοδίων ὑπαλλήλων τῆς τελωνειακῆς Διοικήσεως τοῦ Κράτους τούτου, νὰ παρίστανται εἰς τὰς ἐνεργείας, εἰς ἃς θὰ προβοῦν οἱ τελευταῖοι οὗτοι, πρὸς ἔρευναν καὶ διαπίστωσιν παρομοίων παραβάσεων, ἐφ' ὅσον αὗται ἐνδιαφέρουν τὴν πρώτην Διοίκησιν.

Ἄρθρον 15.

Αἱ τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν δύνανται νὰ ἐπικαλῶνται, πρὸς ἀπόδειξιν, τόσον εἰς τὰ πρακτικά, τὰς ἀναφορὰς καὶ τὰς μαρτυρίας αὐτῶν, ὅσον καὶ κατὰ τὸ στάδιον τῶν διαδικασιῶν καὶ διώξεων ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων, συλλεγείσας πληροφορίας καὶ ἐξετασθέντα στοιχεῖα, κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἡ ἀποδεικτικὴ ἰσχὺς τῶν ἐν λόγῳ πληροφοριῶν καὶ στοιχείων, ὡς καὶ ἡ χρῆσις, ἡ ὁποία γίνεται ἐπὶ δικαστηρίῳ τούτων ἀπόκεινται εἰς τὸ ἐθνικὸν δίκαιον.

Ἄρθρον 16.

Ὁσάκις, κατὰ τὰς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένας περιπτώσεις, οἱ ὑπάλληλοι τῆς τελωνειακῆς Διοικήσεως ἑνὸς Συμβαλλομένου Κράτους εὑρίσκωνται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς ἑτέρου Συμβαλλομένου Κράτους, ὀφείλουν νὰ εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἀποδεικνύουν, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, τὴν ἐπίσημον αὐτῶν ἰδιότητα. Οὗτοι ἀπολαύουν ἐν τῷ ἐδάφει τούτῳ τῆς προστασίας τῆς ἐξασφαλιζομένης εἰς τοὺς ὑπαλλήλους τῆς τελωνειακῆς Διοικήσεως τοῦ Κράτους τούτου ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν νόμων καὶ κανονισμῶν, ἐξομοιοῦνται δὲ πρὸς τοὺς τελευταίους τούτους ὑπαλλήλους εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς ποινικὰς συνεπείας τῶν παραβάσεων νόμου, τῶν ὁποίων ἤθελον εἴσθαι τὸ ἀντικείμενον, ὡς καὶ ἐκείνων, τὰς ὁποίας ἤθελον οὗτοι διαπράξει.

Ἄρθρον 17.

Τῇ αἰτήσει τῆς τελωνειακῆς Διοικήσεως ἑνὸς Συμβαλλομένου Κράτους, ἡ τελωνειακὴ Διοίκησις τοῦ, πρὸς ὃ ἡ αἴτησις, Κράτους γνωστοποιεῖ εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους ἢ μεριμνᾷ διὰ τὴν μέσῳ τῶν ἁρμοδίων Ἀρχῶν γνωστοποίησιν αὐτοῖς, τηροῦσα τοὺς ἐν ἰσχύϊ ἐν τῷ Κράτει τούτῳ κανόνας, πάσας πράξεις ἢ ἀποφάσεις, ἐκδιδομένας παρὰ τῶν διοικητικῶν ἀρχῶν καὶ ἀφορώσας εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν τελωνειακῶν νόμων.

Ἄρθρον 18.

Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη παραιτοῦνται ἑκατέρωθεν πάσης ἀξιώσεως διὰ τὴν ἀπόδοσιν δαπανῶν, προκυπτουσῶν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐκτὸς τῶν καταβληθεισῶν εἰς τοὺς πραγματογνώμονας ἀποζημιώσεων.

Ἄρθρον 19.

1. Αἱ τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν δὲν εἶναι ὑπόχρεοι νὰ παράσχουν τήν, προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, συνδρομήν, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ συνδρομὴ αὕτη δύναται νὰ προκαλέσῃ ζημίαν εἰς τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ εἰς ἕτερα οὐσιώδη συμφέροντα τοῦ Κράτους αὐτῶν.

2. Πᾶσα ἄρνησις συνδρομῆς δέον νὰ αἰτιολογῆται.

Ἄρθρον 20.

1. Αἱ ἀποκτώμεναι πληροφορίαι, ἀνακοινώσεις καὶ ἔγγραφα δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιῶνται, εἰ μὴ μόνον διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Δὲν δύνανται αὗται νὰ ἀνακοινῶνται εἰς πρόσωπα ἕτερα ἐκείνων, τὰ ὁποῖα καλοῦνται νὰ τὰς χρησιμοποιήσουν διὰ τοὺς σκοποὺς τούτους, ἐκτὸς ἐὰν ἡ Ἀρχή, ἡ ὁποία τὰς παρέσχεν ἔχει ρητῶς συναινέσει εἰς τοῦτο καὶ καθ' ὅσον ἡ νομοθεσία τῆς λαβούσης ταύτας Ἀρχῆς δὲν εἶναι ἀντίθετος πρὸς τὴν ἐν λόγῳ ἀνακοίνωσιν.

2. Αἱ αἰτήσεις, πληροφορίαι, ἐκθέσεις πραγματογνωμοσύνης καὶ ἕτεραι ἀνακοινώσεις, τὰς ὁποίας ἡ τελωνειακὴ Διοίκησις ἑνὸς Συμβαλλομένου Κράτους διαθέτει, κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἀπολαύουν τῆς προστασίας, τῆς παρεχομένης ὑπὸ τοῦ ἐθνικοῦ δικαίου τοῦ Κράτους τούτου διὰ τὰ ἔγγραφα ἢ τὰς πληροφορίας τῆς αὐτῆς φύσεως.

Ἄρθρον 21.

Οὐδεμία αἴτησις συνδρομῆς δύναται νὰ διατυπωθῇ ἐὰν ἡ τελωνειακὴ Διοίκησις τοῦ αἰτοῦντος Κράτους δὲν εἶναι εἰς θέσιν, εἰς τὴν ἀντίστροφον περίπτωσιν, νὰ παράσχῃ τὴν αἰτουμένην συνδρομήν.

Ἄρθρον 22.

Ἡ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένη συνδρομὴ πραγματοποιεῖται ἀπ' εὐθείας μεταξὺ τῶν τελωνειακῶν Διοικήσεων τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν. Αἱ Διοικήσεις αὗται ὁρίζουν ἀπὸ συμφώνου τοὺς ἐν τῇ πράξει τρόπους ἐφαρμογῆς.

Ἄρθρον 23.

1. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν συνιστοῦν ἐμπόδιον εἰς τὴν ἐφαρμογὴν μιᾶς πλέον ἐκτεταμένης ἀμοιβαίας συνδρομῆς, τὴν ὁποίαν Συμβαλλόμενα τινὰ Κράτη παρέχουν ἢ ἤθελον παράσχει πρὸς ἄλληλα, δυνάμει συμφωνιῶν ἢ διακανονισμῶν.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν ἐφαρμόζεται, εἰ μὴ μόνον εἰς τὰ εὐρωπαϊκὰ ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν.

Ἄρθρον 24.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ἢ θὰ ἐγκριθῇ καὶ τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ ἐγκρίσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, τὸ ὁποῖον θὰ γνωστοποιήσῃ τὴν κατάθεσιν ταύτην εἰς ἅπαντα τὰ ὑπογράψαντα Κράτη.

2. Αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, ἐν σχέσει πρὸς τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη, τὰ καταθέσαντα τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ ἐγκρίσεως, τὴν πρώτην ἡμέραν τοῦ τρίτου μηνός, ὅστις θὰ ἀκολουθήσῃ τὴν κατάθεσιν τοῦ δευτέρου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ ἐγκρίσεως.

3. Αὕτη θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, ἔναντι παντὸς Κράτους, τὸ ὁποῖον θὰ τὴν ἐπικυρώσῃ ἢ θὰ τὴν ἐγκρίνῃ μεταγενεστέρως, τὴν πρώτην ἡμέραν τοῦ τρίτου μηνὸς μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου τῆς ἐπικυρώσεως ἢ τῆς ἐγκρίσεως.

Ἄρθρον 25.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνάπτεται δι' ἀπεριόριστον διάρκειαν.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος θὰ δύναται νὰ καταγγείλῃ ταύτην ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, τρία ἔτη ἀφ' ἧς τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς τὸ εἰρημένον Κράτος, ἀπευθῦνον γνωστοποίησιν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, τὸ ὁποῖον θὰ γνωστοποιήσῃ τὴν καταγγελίαν εἰς τὰ ἕτερα Συμβαλλόμενα Κράτη.

3. Ἡ καταγγελία θὰ ἐπιφέρῃ ἀποτελέσματα ἐπὶ τῇ παρελεύσει προθεσμίας ἓξ μηνῶν, ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς παραλαβῆς τῆς γνωστοποιήσεώς της ὑπὸ τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις, συνταγεῖσα εἰς ἓν μοναδικὸν ἀντίτυπον, εἰς τὴν γερμανικήν τὴν γαλλικήν, τὴν ἰταλικὴν καὶ τὴν ὁλλανδικὴν γλῶσσαν, τῶν τεσσάρων κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν, θὰ κατατεθῇ ἐν τοῖς Ἀρχείοις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, ἥτις θὰ παραδώσῃ ἓν κεκυρωμένον ἀντίγραφον εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογραφόμενοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Ρώμῃ τὴν ἑβδόμην Σεπτεμβρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐνακοσιοστοῦ ἑξηκοστοῦ ἑβδόμου ἔτους.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βελγίου : F. STANDAERT

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας : HANS HERWARTH

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλίας : E. BURIN DES ROZIERS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰταλίας : G. LUPIS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Λουξεμβούργου : PIERRE MAJERUS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῶν Κάτω Χωρῶν : H. VAN VREDENBURCH

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως μεταξὺ τοῦ Βελγίου τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἰταλίας, τοῦ Λουξεμβούργου καὶ τῶν Κάτω Χωρῶν, διὰ τὴν ἀμοιβαίαν συνδρομὴν μεταξὺ τῶν ἀντιστοίχων τελωνειακῶν Διοικήσεων, οἱ κάτωθι ὑπογραφόμενοι πληρεξούσιοι προέβησαν εἰς τὴν ἀκόλουθον ὁμόφωνον δήλωσιν, ἡ ὁποία ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος αὐτῆς ταύτης τῆς Συμβάσεως :

1. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἐπιβάλλουν εἰς τὰς τελωνειακὰς Διοικήσεις τὴν ὑποχρέωσιν παροχῆς πληροφοριῶν, προερχομένων ἐκ Τραπεζῶν ἢ παρεμφερῶν ἱδρυμάτων.

2. Ἡ τελωνειακὴ Διοίκησις ἑνὸς Συμβαλλομένου Κράτους δύναται ν' ἀρνηθῇ τὴν ἀνακοίνωσιν πληροφοριῶν, τῶν ὁποίων ἡ παροχή, κατὰ τὴν γνώμην τοῦ Κράτους τούτου, θὰ συνεπήγετο τὴν παραβίασιν βιομηχανικοῦ, ἐμπορικοῦ ἢ ἐπαγγελματικοῦ μυστικοῦ. Πᾶσα ἄρνησις συνδρομῆς δέον, ὅπως αἰτιολογῆται καί, ἐὰν τὸ αἰτούμενον ταύτην Κράτος ἐπιθυμῇ τοῦτο, δέον, ὅπως ἀποτελέσῃ τὸ ἀντικείμενον προφορικῆς συζητήσεως μεταξὺ τῶν ἀντιστοίχων Διοικήσεων.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογραφόμενοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἐγένετο ἐν Ρώμῃ τὴν ἑβδόμην Σεπτεμβρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐνακοσιοστοῦ ἑξηκοστοῦ ἑβδόμου ἔτους.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βελγίου : F. STANDAERT

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας : HANS HERWARTH

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλίας : E. BURIN DES ROZIERS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰταλίας : G. LUPIS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Λουξεμβούργου : PIERRE MAJERUS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῶν Κάτω Χωρῶν : H. VAN VREDENBURCH

Π Ρ Ω Τ Ο Κ Ο Λ Λ Ο Ν

Διὰ τὴν προσχώρησιν τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν Σύμβασιν περὶ ἀμοιβαίας τελωνειακῆς συνδρομῆς, συναφθεῖσαν μεταξὺ τῶν Κρατῶν-μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος.

Αἱ Κυβερνήσεις τῶν Κρατῶν – μελῶν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος.

Ἰδοῦσαι τὴν Συμφωνίαν Συνδέσεως μεταξὺ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος καὶ τῆς Ἑλλάδος, ὑπογραφεῖσαν ἐν Ἀθήναις τὴν 9ην Ἰουλίου 1961.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν, ὅτι ἡ Σύμβασις αὕτη συνεπάγεται ἰδίᾳ τὴν δημιουργίαν τελωνειακῆς ἑνώσεως μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἰδοῦσαι τὴν Σύμβασιν διὰ τὴν ἀμοιβαίαν τελωνειακὴν συνδρομὴν μεταξὺ τῶν ἀντιστοίχων τελωνειακῶν Διοικήσεων, ὑπογραφεῖσαν ἐν Ρώμῃ τὴν 7ην Σεπτεμβρίου 1967.

Πεπεισμέναι, ὅτι ἡ προσχώρησις τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν ὡς ἄνω Σύμβασιν δύναται νὰ συμβάλῃ ἀποτελεσματικῶς εἰς τὴν πραγματοποίησιν καὶ τὴν λειτουργίαν τῆς εἰρημένης τελωνειακῆς ἑνώσεως.

Συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.

Ἡ Ἑλλὰς θὰ δυνηθῇ νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν Σύμβασιν, τὴν συναφθεῖσαν μεταξὺ τοῦ Βελγίου, τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Γαλλίας, τῆς Ἰταλίας, τοῦ Λουξεβούργου καὶ τῶν Κάτω Χωρῶν, διὰ τὴν ἀμοιβαίαν συνδρομὴν μεταξὺ τῶν ἀντιστοίχων τελωνειακῶν Διοικήσεων, τὴν ὑπογραφεῖσαν ἐν Ρώμῃ τὴν 7ην Σεπτεμβρίου 1967, ἀποκαλουμένην κατωτέρω «Σύμβασις».

Ἄρθρον 2.

Τὸ ὄργανον προσχωρήσεως ἐκ μέρους τῆς Ἑλλάδος θὰ κατατεθῇ παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, τὸ ὁποῖον θὰ γνωστοποιήσῃ τὴν κατάθεσιν τούτου εἰς τὰ ἕτερα ὑπογράψαντα τὴν Σύμβασιν Κράτη.

Ἡ προσχώρησις τῆς Ἑλλάδος θὰ ἰσχύσῃ ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τοῦ τρίτου μηνός, ὅστις ἕπεται τοῦ μηνὸς τῆς καταθέσεως τοῦ ἀντιστοίχου ὀργάνου, ἐὰν ἡ Σύμβασις ἔχῃ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην. Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει, θὰ ἰσχύσῃ κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

Ἡ προσχώρησις θὰ εἶναι ἔγκυρος ἔναντι τῶν Κρατῶν, διὰ τὰ ὁποῖα ἡ Σύμβασις θὰ ἔχῃ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 24 αὐτῆς ταύτης τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 3.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ ἐπικυρωθῇ ἢ θὰ ἐγκριθῇ καὶ τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ ἐγκρίσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ τῶν Ἐξωτερικῶν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, τὸ ὁποῖον θὰ γνωστοποιήσῃ τὴν κατάθεσιν ταύτην εἰς τὰ ἕτερα ὑπογράψαντα Κράτη.

Θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δι' ἕκαστον Συμβαλλόμενον Κράτος, ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς καταθέσεως τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ ἐγκρίσεως.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον, συνταγὲν εἰς ἓν μοναδικὸν ἀντίτυπον, εἰς τὴν γερμανικήν, τὴν γαλλικήν, τὴν ἰταλικὴν καὶ τὴν ὁλλανδικὴν γλῶσσαν, τῶν τεσσάρων κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν, θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, ἡ ὁποία θὰ παραδώσῃ κεκυρωμένον ἀκριβὲς ἀντίγραφον εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογραφόμενοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἐγένετο ἐν Ρώμῃ τὴν ἑβδόμην Σεπτεμβρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννακοσιοστοῦ ἑξηκοστοῦ ἑβδόμου ἔτους.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βελγίου : F. STANDAERT

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας : HANS HERWARTH

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλίας : E. BURIN DES ROZIERS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰταλίας : G. LUPIS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Λουξεβούργου : PIERRE MAJERUS

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῶν Κάτω Χωρῶν : H. VAN VREDENBURCH

Ἄρθρον δεύτερον.

1. Ἡ διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένη Σύμβασις μετὰ τῶν ἐπ' αὐτῆς Προσθέτων Πρωτοκόλλων ἐφαρμόζεται μόνον ἔναντι τῶν Κρατῶν, ἅτινα ἐκύρωταν ἢ μέλλουν νὰ κυρώσουν καὶ τὸ περὶ προσχωρήσεως τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην Πρωτόκολλον.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Οἰκονομικῶν, ὡς καὶ τοῦ κατὰ περίπτωσιν ἁρμοδίου Ὑπουργοῦ, δημοσιευομένων διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, καθορίζεται πᾶσα ἀναγκαία λεπτομέρεια διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῆς κυρουμένης Συμβάσεως καὶ τοῦ Προσθέτου ἐπ' αὐτῆς Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, τῆς δὲ Συμβάσεως καὶ τοῦ Προσθέτου ἐπ' αὐτῆς Πρωτοκόλλου, ὡς καὶ τοῦ Πρωτοκόλλου προσχωρήσεως τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην ἀπὸ τῆς ἐν ἄρθροις 24 παράγραφος 3, καὶ 2 αὐτῶν ἀντιστοίχως προβλεπομένης ἡμερομηνίας.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Μαΐου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ

ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΔΑΜΑΝΤΙΟΣ ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΚΩΝΣΤ. ΡΑΛΛΗΣ, ΗΛ. ΜΠΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΤΕΤΕΝΕΣ, ΕΥΣΤ. ΛΑΤΣΟΥΔΗΣ, ΒΑΣ. ΤΣΟΥΜΠΑΣ, ΣΤΥΛ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ, ΓΕΩΡΓ. ΤΣΟΥΜΑΝΗΣ, ΔΗΜ. ΤΣΑΚΩΝΑΣ, ΠΑΝ. ΧΡΗΣΤΟΥ, ΤΖΩΡ. ΤΖΩΡΤΖΑΚΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΧΑΡ. ΓΕΩΡΓΙΟΠΟΥΛΟΣ, ΤΡΥΦ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ, ΑΛΕΞ. ΤΖΑΒΕΛΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΣΚΙΑΔΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Μαΐου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ